

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1983)
Heft: 703

Artikel: Les élus passent et la Coupole reste
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025149>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les élus passent et la Coupole reste

Stabilité: pas besoin de chercher bien loin pour trouver le maître mot résumant ces dernières joutes électorales. En réalité, quel bouleversement aurait-il été nécessaire pour changer fondamentalement les rapports des forces aux Chambres fédérales! Stabilité donc, et des majorités de droite évidentes en perspective, pour ne pas dire automatiques, pendant quatre ans, toutes les fois que radicaux, démocrates-chrétiens et UDC jugeront utile de rappeler la loi du nombre à une gauche condamnée à quelques baroufs d'honneur.

Plus à droite, moins à droite? De toute façon, le Conseil des Etats est là, fidèle au poste, pour serrer les boulons du conservatisme lorsque c'est nécessaire.

Pour court-circuiter cette partie de ping-pong démocratique aux règles bien établies, il faudrait que le Conseil fédéral, surpris plusieurs fois ces dernières années en flagrant délit de «progrèsisme» par rapport aux conseillers nationaux,

trouve des relais sûrs aux Chambres, dans les rangs radicaux en particulier... Ce ne fut pas le cas pendant la dernière législature.

Qu'attendre, dans ces conditions, des débats cruciaux à venir sur l'énergie par exemple? Pour que le Parlement puisse être dans une certaine mesure la caisse de résonance de l'opinion, suivant le mandat des urnes, encore faudrait-il qu'une presse attentive fasse écho non seulement aux voix dominantes, mais répercute les accents des nouvelles sensibilités qui émergent difficilement dans les rangs parlementaires. Tâche délicate d'animation d'un monde de plus en plus clos et tenté traditionnellement par la politique du moindre éclat.

Cela dit, stabilité vue de Berne certes; mais qu'en pensent les démocrates-chrétiens valaisans, le Parti du Travail, les socialistes genevois, les radicaux vaudois, les radicaux jurassiens, les socialistes fribourgeois, les écologistes genevois, le Rassemblement jurassien? Combien de temps faudra-t-il, sur le terrain cantonal ou local, pour digérer les succès, effacer les traces de défaites personnelles cinglantes? On y verra plus clair, l'émotion passée et les résultats connus dans les détails. Pour l'instant, un petit bilan côté «nerf de la guerre».

FAUTEUILS HORS DE PRIX

Elections pièges à millions

Vingt millions de francs, donc deux mille millions de centimes, c'est-à-dire deux milliards, pour parler comme nos amis français: la somme est énorme. Et pourtant, c'est l'évaluation du coût de la campagne électorale pour les Chambres fédérales. On a lu cette somme dans des publications allemandes («Weltwoche», «Bilanz», «Blick», par exemple). N'est-elle pas exagérée? Après recoupements et calculs, il semble bien que non; en fait,

elle pourrait même être plus élevée, si on prenait en compte (traduction en francs) l'ensemble des investissements de l'Etat, des médias et des militants désintéressés et non rétribués...

Voyons un peu le calcul! Disons d'emblée qu'il ne faut pas compter sur une transparence de la part des partis et groupements en présence; ils informent mieux que dans le passé, mais leurs chiffres sont souvent imprécis et varient. Opacité voulue et organisée comme nous le prouvions en publiant un document dans DP 697 révélant les manœuvres libérales à ce chapitre.

Au niveau suisse, les centrales partisans n'entrent

pas dans les détails. Elles donnent le ton, éditent des affiches ainsi que des tracts, assurent une couverture générale complétée selon les conditions cantonales et locales par des campagnes particulières, souvent personnalisées.

«Blick» (13.10) indiquait pour ces budgets-là les sommes suivantes:

Parti socialiste: 350 000 francs.

Parti démocrate-chrétien: 600 000 francs.

Parti radical: 550 000 francs.

Union démocratique du centre: 210 000 francs.

Alliance des indépendants: 1,75 million.

Un seul chiffre correspond à d'autres publications, celui du Parti démocrate-chrétien. Pour les autres, il y a des petites différences vers le bas ou vers le haut. En tout état de cause, ces chiffres paraissent «grosso modo» crédibles.

MYSTÈRES CANTONAUX

A l'échelle cantonale, un dépouillement complet de la presse locale serait nécessaire pour mettre à jour toutes les données. Celles de l'émission télévisée «Tell Quel» (16.9) ont été partiellement contestées, notamment par le Parti radical vaudois, mais les livres ne s'ouvriraient pas. Dans ces conditions, on retiendra seulement quelques chiffres, pour situer les ordres de grandeur: Parti socialiste genevois: 120 000 francs («La Suisse» 9.10), Parti libéral vaudois: 139 400 francs («24 Heures» 28.9), Parti libéral-PPN: 90 000 francs («L'Impartial» 27.9), Parti du Travail, pour cinq cantons: 170 000 francs («VO» 6.10), UDC zurichoise: 350 000 francs, Parti radical zurichois: 400-450 000 francs («Schweizerische Handelszeitung» 22.9, pour les deux), Parti socialiste zurichois et Parti évangélique populaire zurichois: chacun 140 000 francs («Züri-Woche» 22.9.83).

Quel institut universitaire, à l'instar du professeur Gruner, il y a quelques années, recherchera et additionnera?